



Programme
«Approvisionnement et distribution alimentaires des villes»



Collection «Aliments dans les villes»

Le consommateur urbain africain et les SADA

Ibrahima Dia

Communication présentée au séminaire sous-régional FAO-ISRA
«Approvisionnement et distribution alimentaires
des villes de l'Afrique francophone»
Dakar, 14 • 17 avril 1997



AC/02-97F - 1997



Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les opinions contenues dans ce document restent sous la seule responsabilité de leur(s) auteur(s) et ne sauraient engager les personnes citées. Elles ne reflètent pas nécessairement, non plus, le point de vue officiel des institutions citées ou de leurs pays membres.

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche bibliographique ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autres, sans autorisation préalable. Adresser une demande motivée, en indiquant les passages ou illustrations en cause, au

Rédacteur en chef
Revue et Collection «Aliments dans les villes»
Service de la commercialisation et des financements ruraux (AGSM)
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Télécopies: (+39 6) 5705 6850 - 5705 4961
Adresse électronique: sadaseries@fao.org

<http://www.fao.org/ag/sada.htm>

Résumé

Cette étude est un document de synthèse dont l'objectif est de contribuer au développement d'une approche des SADA centrée sur le consommateur comme acteur autonome. Après un bref rappel sur la faible place qu'occupe le consommateur urbain africain dans les politiques, programmes et recherches sur les SADA africains, il est proposé un cadre d'analyse qui prenne en compte les différentes dimensions culturelles, sociologiques et économiques du concept de consommateur urbain en Afrique francophone de l'ouest. Dans une première partie, l'étude aborde le consommateur par rapport aux caractéristiques des ménages et des modèles de consommation.

Les facteurs déterminant les comportements d'achat des différentes catégories sociales urbaines sont ensuite analysés. Les facteurs liés à l'accessibilité, aussi bien physique que financière, aux aliments et ceux liés aux relations entre consommateurs et commerçants sont mis en évidence.

La dernière partie du document est consacrée à des réflexions sur les répercussions des comportements des consommateurs urbains sur les SADA ainsi que sur les perspectives d'évolution de la vie urbaine et ses impacts sur les attitudes des citoyens.

En conclusion l'étude souligne quatre aspects:

- l'amélioration de la connaissance du consommateur comme acteur;
- le renforcement des associations de consommateurs;
- l'éducation sanitaire et nutritionnelle des consommateurs et commerçants;
- le renforcement des services de contrôle de qualité de l'Etat.

Présentation de l'auteur

Ibrahima Dia est un environnementaliste. Il a travaillé comme chercheur à l'Institut des Sciences de l'Environnement, à l'ADRAO et à l'ISRA. Il collabore avec plusieurs institutions et organismes nationaux et internationaux et participe à la formation des étudiants de l'Université de Saint-Louis et de Dakar, où il est chargé des enseignements en sociologie rurale, en environnement et en méthodologie de recherche.

Table des matières

Résumé	iii
Présentation de l'auteur	iii
1. Introduction	1
2. Les caractéristiques du consommateur et de la consommation en milieu urbain africain	2
2.1. Caractéristiques des ménages	2
2.2. Fonctionnement des ménages urbains	4
2.3. Caractéristiques de la consommation	6
3. L'évolution des facteurs déterminants de la consommation alimentaire en milieu urbain	8
3.1. Les disponibilités physiques de produits dans les villes	8
3.2. Le pouvoir d'achat	9
3.3. Les conditions objectives de vie en milieu urbain	11
3.4. Les composantes culturelles	12
3.5. Le comportement d'achat et d'approvisionnement: Les modalités d'approvisionnement	14
4. Les relations sociales entre consommateurs et commerçants	14
4.1. Commerçants et consommateurs comme acteurs individuels	16
4.2. Commerçants et consommateurs comme acteurs collectifs	17
5. L'urbanisation rapide et le comportement des consommateurs	17
5.1. Les répercussions immédiates des comportements du consommateur sur les SADA	17
5.2. Les perspectives d'évolution des comportements des consommateurs et les SADA	18
6. Recommandations	20
Notes de bas de page	20
Bibliographie	20
Liste des tableaux	
1: Modalités d'approvisionnement: produits et lieux	14

1 Introduction

Problématique

Les politiques de sécurité alimentaire ont été longtemps orientées uniquement vers les populations rurales. Dans cette optique le consommateur n'est pas considéré comme un acteur séparé du producteur car en fait le consommateur est supposé produire lui-même sa nourriture ou l'acquérir par troc. Dans tous les cas la mise sur le marché de produits agricoles beaucoup plus comme l'offre d'un surplus qu'une réponse raisonnée à une demande.

Bien que dans les villes africaines, on pouvait remarquer dans la période coloniale et dans les années 60 une population ayant encore des activités de production agricole, qui leur permettait de se nourrir une partie de l'année, la mise sur le marché de produits agricoles était une tradition qui répondait à des stratégies commerciales dans lesquelles divers acteurs sont impliqués. Le modèle de pensée dominant de l'époque qui ne retenait des producteurs que l'objectif d'autosuffisance traduisait plus une perception des planificateurs qu'une analyse objective de la réalité des stratégies de production et de mise sur le marché des produits agricoles par les producteurs.

L'approche dite de «développement administré» a prévalu jusqu'à maintenant dans le domaine de l'approvisionnement et de la distribution, en particulier pour les denrées alimentaires dites de première nécessité. Elle consiste à favoriser ou à défavoriser la consommation de produits ciblés à travers des mesures administratives. Cette approche a longtemps caché le rôle déterminant de la demande (du consommateur) au profit de l'offre «orchestrée» par l'Etat. Ainsi tout est ignoré du consommateur puisque les planificateurs africains nourrissaient l'idée de modeler les styles de consommation en fonction d'objectifs qu'ils se sont eux-même fixés.

Le développement du secteur informel et des marchés dits parallèles, les échecs répétés des différentes politiques de régulation, la fraude etc. ont mis en évidence la nécessité de prendre en compte les caractéristiques de la demande du consommateur comme facteur déterminant des comportements des différents acteurs de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires et par conséquent de la dynamique de l'offre. Dès lors la connaissance et la reconnaissance du consommateur comme acteur devient un élément déterminant dans toute politique de planification des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires (SADA). Cette connais-

sance est d'autant plus importante que le phénomène d'urbanisation et les perspectives d'évolution démographique, vont modifier de manière profonde l'évolution de la demande alimentaire aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif.

L'émergence du phénomène urbain comme problème majeur du siècle à venir et la libéralisation des échanges appellent nécessairement une prise en compte renforcée du consommateur par les stratégies de développement des SADA. En Afrique francophone où le rôle de la société civile est toujours plus reconnu, cette évolution se déroule dans un cadre politique de démocratisation. Dans ce domaine l'émergence des associations de consommateurs constitue une innovation sociale importante.

La principale difficulté que pose la prise en compte du consommateur dans les analyses sur les SADA, est l'imprécision du concept qui renvoie à une diversité de réalités aussi bien objectives (catégories sociales, et économiques) que subjectives (perception, préférences alimentaires, prise de conscience de ses droits ou non, etc.).

Pour surmonter cette difficulté, un cadre analytique global est nécessaire. Ce cadre doit considérer d'une part les facteurs structurels tels que les caractéristiques socio-démographiques des ménages, les activités et sources de revenus, les lieux de résidence, etc. D'autres caractéristiques plus fonctionnelles, qui ont trait aux règles d'organisation interne des ménages (décisions d'achat concernant l'alimentation, savoir et savoir-faire culinaire, etc.) et d'organisation de la consommation (le choix des types d'aliments et les périodes de consommation), influencent les choix et les modalités d'accès aux aliments.

Au-delà des caractéristiques intrinsèques des consommateurs, ce sont les différents comportements d'achat adoptés qui influencent le plus directement les systèmes d'approvisionnement et de distribution. Et les décisions des consommateurs dépendent de son environnement, de ses revenus, de son cadre de vie. Ces déterminants économiques ne sont cependant pas isolés de l'héritage culturel des acteurs et d'un ensemble de valeurs.

Méthodologie

L'évaluation de la documentation disponible sur les politiques d'approvisionnement alimentaire des villes africaines montre que si la planification centralisée est abandonnée dans tous les pays francophones d'Afrique dans la définition des politiques agricoles, il reste que la nécessité d'axer la production sur les besoins des consommateurs est encore ignorée.

Ainsi très peu d'études ont été consacrées au consommateur et très peu d'attention est accordée aux consommateurs dans les documents de redéfinition des politiques. Les études sur les insuffisances du système d'approvisionnement alimentaire mettent l'accent sur les problèmes d'informations sur la demande (quantités, prix, qualités) et de formation des agents, mais rarement sur les relations entre les systèmes de distribution et le comportement du consommateur.

Ce document est une tentative de synthèse des connaissances disponibles sur le comportement du consommateur urbain africain dans les villes francophones en vue de dégager un cadre d'analyse qui permette de mieux situer le consommateur dans les programmes d'amélioration des SADA. L'étude se base donc essentiellement sur la documentation disponible. Des enquêtes légères auprès de personnes ressources (universitaires, responsables d'associations de consommateurs à Dakar) ont permis de compléter les informations.

La revue de la documentation disponible montre que les études orientées sur les consommateurs viennent à peine d'être entamées par des universitaires des facultés de gestion des universités africaines, mais elles sont essentiellement des études de marketing et portent pour la plupart sur les produits manufacturés¹.

Des études réalisés dans le cadre de programmes de recherche d'organismes extérieurs (FAO, CIRAD, Université catholique de Louvain, etc.) fournissent quelques informations utiles sur les consommateurs mais restent axés en priorité sur les réseaux de distribution et d'approvisionnement (CHEYNS, 1996; THUILLIER et BRICAS, 1996; BRICAS, 1996). La littérature grise des associations de consommateurs est également très pauvre en études qui renseignent sur les consommateurs (BIKORIMANA, 1997).

Dans les journaux des associations de consommateurs des données sont collectées sur le comportement d'achat des consommateurs, mais les objectifs (illustrer une revendication, disposer d'outils pédagogiques de formation) limitent la portée de telles enquêtes. Des problèmes d'appréciation de la méthodologie utilisée se posent également.

2 Les caractéristiques du consommateur et de la consommation en milieu urbain africain

2.1 Caractéristiques des ménages

L'analyse des contraintes de la ville et le cosmopolitisme de la vie urbaine, mais aussi une certaine approche évolutionniste avaient alimenté des hypothèses d'interprétation sur l'évolution des ménages urbains fortement partagées par les spécialistes. Parmi celles-ci la réduction de la taille, le recul de la polygamie, le développement de l'individualisme. Ces changements dont les prémisses étaient repérables au niveau de l'élite urbaine dans la période coloniale semblaient inéluctables. Dans la réalité, les évolutions des structures des ménages ont été très variables et n'ont pas été linéaires.

Structure des ménages

Les ménages urbains découlent d'un processus historique très récent en Afrique du fait de l'importance de la migration d'origine rurale dans la constitution des villes. Ainsi même si l'évolution des structures sociales devraient être influencée par les contraintes du cadre de vie urbain, les comportements des ménages dépendent des structures rurales. En d'autres termes, le mode d'adaptation des individus originaires des sociétés rurales à la ville se fera en référence aux structures sociales rurales d'origine. Ainsi le groupe ethnique d'appartenance est un facteur important pour comprendre par exemple, la structuration de la famille africaine en ville. Si la notion de «famille élargie» a été souvent utilisée en Afrique pour rendre compte de la différence entre le modèle familial nucléaire européen et le modèle africain, elle ne rend pas suffisamment compte de toutes les réalités, ni des divers contenus fonctionnels. Le qualificatif «d'élargie» a des sens différents.

Les spécialistes des sociétés rurales ont essayé de rendre compte de cette réalité en tentant de caractériser les familles rurales par la description des combinaisons de différentes unités sociales remplissant des fonctions sociales et économiques spécifiques. Ces fonctions sont celles de la résidence, de la consommation, de la production et de l'épargne. Si pour le ménage de type européen ces fonctions tendent à se confondre dans l'unité sociale nucléaire (couple et ses enfants), elles sont séparées dans la réalité africaine rurale.

Les unités de résidence

Elles désignent un niveau de segmentation sociale. Il s'agit en général d'un lignage ou d'un segment de lignage réunissant des couples de générations différentes en un même lieu de résidence. Ces couples partagent un même espace de résidence sous la direction d'un membre, souvent le plus âgé.

Les unités de production

Il peut s'agir d'un couple ou de plusieurs couples apparentés qui exploitent la même terre et gèrent leurs ressources en commun (terre, capital, main-d'oeuvre).

Les unités de consommation

Il peut s'agir d'un couple ou de plusieurs couples apparentés qui partagent les mêmes repas et mettent en gestion commune leurs productions vivrières ou leurs revenus financiers destinés à assurer la reproduction de leur unité sociale.

Les unités d'épargne

Il peut s'agir soit d'un couple, soit de l'un des conjoints d'un couple, soit d'un segment du ménage (la femme et ses enfants par exemple), qui épargne séparément ses propres ressources.

Les combinaisons d'unités sociales et économiques diffèrent selon le groupe ethnique, allant d'un modèle mononucléaire de type occidental à un modèle polynucléaire réunissant plusieurs générations. Les cas extrêmes sont constitués d'une part par le ménage des ethnies «soninke» et «bambara» qu'on rencontre au Mali et au Sénégal et d'autre part par le ménage de l'ethnie «peul» rencontrée dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Pour le premier type la référence est le segment de lignage qui peut regrouper plusieurs générations vivant dans le même espace. A cette unité de résidence correspondent les unités de production et de consommation qui peuvent atteindre cinquante personnes (une vingtaine de couples) mangeant à partir de la même cuisine et gérant ensemble un stock commun.

Dans le deuxième type (peul) l'indépendance est accordée au couple qui devient ainsi une unité de production et de consommation indépendante. Sa taille dépasse rarement cinq personnes. Des échanges de repas sont permis, mais le gendre ne peut manger en présence de ses beaux parents.

Les migrants tentent en ville de respecter le modèle familial de l'ethnie d'origine et un ensemble de considérations idéologiques accompagne cette volonté de maintenir une certaine identité. Ainsi on retrouve en ville la séparation entre les fonctions de résidence, de consommation et d'épargne. La fonction de production étant en ville une fonction indépendante (emploi), elle influe sur les autres fonctions.

Au-delà des différences par ville certaines constantes ont été notées:

- la séparation entre les activités des épouses et des maris. Les jeunes actifs ont également des activités séparées. Cela renforce l'existence d'unités d'épargne séparées. Ce fait a des incidences sur les comportements alimentaires dans la mesure où il autorise des espaces d'alimentation individuelle et crée des obligations de participation individuelle à l'alimentation du groupe;
- les unités de consommation ne correspondent pas aux unités de résidence. En effet les gens qui vivent ensemble ne partagent pas tous la même cuisine et les gens qui mangent ensemble ne logent pas tous ensemble sous le même toit.

A Ouagadougou, E. Cheyns parle de «membres du ménage et invités permanents» pour désigner l'unité de consommation urbaine. Ces «invités permanents» représentent 1.39 sur une moyenne de 7.5 personnes. L'unité de consommation exclut les membres résidents du ménage qui mangent à l'extérieur sans recevoir de l'argent pour cela par le chef de concession.

A Dakar, il est également fréquent que le ménage cuisine aussi pour des parents qui logent séparément. Dans certains cas cette pratique correspond à un abonnement appelé «bool». A chaque repas un plat est envoyé au membre externe de l'unité de consommation.

A l'origine il s'agissait d'un réflexe de solidarité en l'encontre des immigrés récents, parents ou recommandés au ménage. Progressivement la participation financière du migrant a été institutionnalisée. Aujourd'hui, les familles pauvres et les femmes des familles moyennes l'ont intégré dans leurs stratégies de consommation. Les abonnés des «bools» deviennent membres de l'unité de consommation selon des formes diverses mais qui peuvent aller jusqu'à faire l'objet de contrats très explicites. Les abonnés peuvent ainsi négocier la durée des repas et sont de plus en plus exigeants.

Les difficultés d'accès au logement individuel explique en partie cette dichotomie entre unités de résidence et unités de consommation. Dans certaines familles les jeunes couples préfèrent rester encore chez les parents ou partager le même maison que leurs frères. Chaque couple affirme son indépendance en développant une cuisine indépendante. Les difficultés économiques et quelques fois l'héritage culturel (cas des soninké, des toucouleurs etc.) peut conduire à des stratégies de partage des repas où la préparation se fait à tour de rôle.

A Dakar la baisse du pouvoir d'achat des populations après la dévaluation a conduit à des stratégie de regroupement entre frères ou entre amis dans le cas des travailleurs célibataires. Ainsi contre toute attente c'est la polynucléisation des ménages qui se renforce au détriment de l'individualisation.

Cette polynucléisation est constatée à Dakar où le nombre de ménages polynucléaires est passé de 7 pour cent en 1969 à 23 pour cent en 1989. Les données qualitatives sur le mouvement de regroupement des ménages apparentés après la dévaluation du franc CFA (ARDIS, non daté) en 1993, mais aussi les problèmes d'accès au logement et l'évolution du chômage autorisent à penser que les ménages polynucléaires vont constituer le phénomène dominant dans les prochaines années. A Ouagadougou la taille des ménages (unités de consommation) est passée en un an de 7.64 à 8.27 (CHEYNS, 1996). Les ménages de très grande taille (supérieure à huit personnes) représentent près de 40 pour cent des ménages. Dans la réalité il s'agit de regroupement de plusieurs couples.

La polynucléisation peut conduire à deux types de comportement alimentaire:

- Le renforcement de la consommation de groupe. Dans ce cas les différents ménages s'organisent pour planifier ensemble toutes leurs dépenses aussi bien alimentaires que non alimentaires. Cette stratégie a pour conséquence la consommation de plats adaptés au grand nombre: riz à base de sauce, couscous à base de mil et maïs. Ce cas se rencontre à Dakar chez les familles polynucléaires de commerçants wolofs, mais aussi chez les soninké, quelles que soient leurs activités et chez les toucouleurs. Dans ces cas l'approvisionnement en riz se fait mensuellement et celui en mil se fait pour plusieurs mois, en fonction des opportunités du marché.
- Le développement de la consommation individualisée. Dans ce cas le regroupement a pour but de se partager les charges locatives, et souvent l'eau et

l'électricité. Il faut cependant noter que le fait d'être ensemble permet des solidarités en cas de rupture de stock et quelquefois des achats groupés (achat d'un animal, stock de mil dans les marchés hebdomadaires, etc.).

Des variantes peuvent exister: les ménages peuvent partager les repas de midi et individualiser le petit déjeuner et le repas du soir.

Taille et composition des ménages

La taille des ménages urbains sera fortement influencé par le type de ménage. Les moyennes statistiques cachent de grandes disparités qui influent sur la diversité des comportements alimentaires. A Dakar, la moyenne est de sept personnes par ménage mais plus de 50 pour cent des ménages se situent au-dessus de cette moyenne.

Pour assurer l'alimentation de ménages de tailles importantes, il est nécessaire de disposer de stocks de céréales suffisants (riz, maïs, sorgho) pour les populations dont le régime alimentaire est basée sur les céréales (Dakar, Ouagadougou et Bamako).

Pour les régimes à dominante de racines et tubercules, le stock n'est pas nécessaire du fait de la transformation artisanale avant consommation et du style alimentaire (THUILLIER, 1996).

La composition par tranche d'âge montre une majorité d'enfants de moins de sept ans. A Ouagadougou il y a en moyenne quatre enfants pour sept personnes. A Dakar les enfants de moins de neuf ans constituent 54 pour cent de la population. La jeunesse de la population oblige donc à prévoir la préparation quotidienne des repas à domicile pour l'alimentation des enfants, même quand les parents ont des activités à l'extérieur et sont quelques fois obligés de passer la journée en dehors du ménage.

2.2

Fonctionnement des ménages urbains

Gestion de l'alimentation

Certaines valeurs culturelles rurales déterminent encore les responsabilités des membres du ménage relatives à l'alimentation. L'époux chef de famille a la responsabilité de procurer les ressources alimentaires à toute la famille. Si en milieu rural, il doit lui-même produire les céréales ou tubercules de base et constituer un stock que vont gérer les femmes, en milieu urbain la pratique répandue consiste à acheter un stock de base et à remettre à l'épouse une allocation financière pour l'achat des autres composants du

régime alimentaire (viandes, poissons et ingrédients). Cette somme appelée «dépense» ou «popote» selon les milieux et gérée par les femmes est souvent fixe mais peut faire l'objet de négociations entre la femme et son mari. Dans le cas de ménages à revenus moyens et irréguliers la «dépense» est quotidienne mais fixe alors que dans les ménages pauvres elle est quotidienne mais aléatoire d'autant plus qu'elle inclut l'achat de céréales que ces familles ne peuvent constituer en stocks durables. Les familles riches préfèrent mensualiser la «dépense quotidienne». Le choix des plats fait l'objet de négociations quotidiennes entre maris et épouses. Les enfants et dépendants ne sont pas consultés. En réalité ce sont les épouses qui décident, surtout dans les ménages polygames. Quand le mari veut «commander» un plat spécial ou a des invités, il lui est demandé d'augmenter la dépense qui fera l'objet de négociations.

Mode d'acquisition des produits

Les modalités d'acquisition des aliments dépendent des types de produits et des niveaux de revenu des ménages.

Cas des céréales

L'acquisition des céréales comme le riz et le mil se fait en gros. Le mari se charge des achats en gros en général et s'approvisionne d'habitude dans les mêmes circuits chaque mois. A Dakar il s'agit souvent du «boutiquier du coin» pour le riz, le sucre etc. A Ougadougou, Cheyng note que 60 pour cent des achats de céréales sont réalisés par les hommes quand il s'agit de gros et 80 pour cent par les femmes quand il s'agit d'achat au détail.

A Cotonou, les achats directs sur les marchés ruraux sont importants, mais l'essentiel des achats de gros se font au seul marché central de Dantokpa.

Les familles à faibles revenus achètent le riz et les autres céréales au détail. Dans ces contextes les achats sont entre les mains des femmes. Les familles à revenus irréguliers mais importants achètent des stocks de plusieurs mois et complètent par le détail chaque fois qu'il y a une rupture de stocks.

Cas de la viande

La viande est achetée en détail et rarement stockée. Seules les familles aisées disposant de congélateurs sont en mesure de stocker de la viande. Dans ce cas c'est le mari qui s'approvisionne à l'abattoir. Occasionnellement, l'approvisionnement se fait en achetant sur le marché un mouton «sur pied» pour les familles aisées.

A Dakar il arrive que des abattages de bovins soient organisés dans les quartiers sur l'initiative d'une association ou d'un opérateur. La viande est alors répartie en tas de dimensions égales entre les participants à l'opération, qui se partagent ensuite les coûts et frais². Ce type d'opération s'organise aussi dans les lieux de travail et garantit un approvisionnement de viande de meilleure qualité et à moindre prix.

A Ouagadougou le mode de stockage de viande le plus important reste cependant l'achat de poulets vivants.

Cas des poissons

Pour les villes comme Dakar l'offre de poissons frais est importante, mais les prix varient fortement. Les modes de stockage traditionnel (bouillie³) sont abandonnés au profit de la congélation. Cette possibilité existe essentiellement pour les familles aisées, mais des services de congélation sont de plus en plus disponibles dans les quartiers populaires, ou certaines familles moyennes disposent de matériels de congélation sur-dimensionnés qu'elles rentabilisent en proposant aux voisins des services de «gardiennage» de leurs poissons moyennant des frais journaliers de location.

Dans le cas du poisson l'achat de gros n'est fait par le mari qu'à titre exceptionnel et rarement seul. La connaissance de la qualité du poisson frais et des règles de marchandage sont des compétences que seules les femmes maîtrisent.

Dans les villes de Ouagadougou et de Cotonou, le poisson transformé est souvent stocké. Ce sont les femmes qui achètent également sur les marchés de gros du fait de leur expertise de la qualité.

Cas des racines et tubercules

Ces produits sont plus achetés en détail que stockés. Ainsi ce sont les femmes qui s'en occupent.

Cas des condiments et légumes

Les légumes européens sont rarement stockés compte tenu du besoin de fraîcheur des consommateurs. En période de forte production, les ménagères peuvent acheter des stocks pour quelques semaines en fonction de leur appréciation de l'évolution des marchés.

Quelles que soient les catégories sociales considérées, les achats de détail sont effectués par les femmes en fonction des besoins journaliers. Si pour les familles des salariés des catégories sociales

aisées les achats concernent en majorité les condiments et les légumes, les familles moyennes et pauvres, mais aussi les familles riches de commerçants, peuvent acheter tout en détail.

Dans les cas où les épouses travaillent, les achats quotidiens sont confiés à des domestiques par leurs patronnes. Quand elles ont d'autres types d'occupation (commerce etc.), elles peuvent confier les achats quotidiens à des parents ou à leurs filles, ou profiter de leurs activités pour faire des achats. On peut noter que les enfants (garçons et filles) n'interviennent presque pas dans les opérations, ni dans les décisions d'achat. C'est seulement quand ils atteignent un certain âge qu'ils peuvent accompagner leurs parents pour les aider dans les achats.

Les femmes sont aussi responsables de la transformation des produits et de la préparation des repas. L'importance de la transformation des produits dépend des types de plats à préparer. A Ouagadougou, les plats principaux sont le «tô» à base de maïs et le riz au gras. Le riz est d'utilisation directe alors que le «tô» qui est fait à partir de la farine demande une première étape de transformation du maïs ou du sorgho. Les femmes préfèrent stocker les céréales et s'occuper elles-mêmes de la transformation domestique au fur et à mesure des besoins, qu'acheter directement de la farine.

Pour le couscous au Sénégal, les étapes de préparation sont plus nombreuses et l'étape finale demande une certaine expertise de la part des femmes. Cet obstacle favorise l'achat direct du couscous «frais» sur le marché. Un réseau dominé par le groupe ethnique serère gère la filière (de la transformation à la mise sur le marché) du couscous. Une enquête de l'USAID en 1988 dans 26 quartiers de l'agglomération dakaroise recense 94 unités de transformation du mil (moulins à mil). Dans ce réseau les pilleuses de mil d'origine serère jouent un rôle important.

L'activité professionnelle de la femme ne constitue pas une contrainte majeure pour les activités domestiques de transformation, car les charges de travail sont transférées aux domestiques dont l'un des critères de recrutement est la maîtrise des techniques traditionnelles de préparation alimentaire.

Savoir faire culinaire

La préparation des repas incombe aux femmes. Ainsi la culture culinaire se transmet traditionnellement de mère en fille. Le transfert de ce savoir-faire culinaire se fait depuis la tendre enfance et doit être suivi de près à domicile puisqu'il n'y a pas d'éducation formelle dans ce domaine. Pour la plupart des familles

urbaines, le temps nécessaire à l'apprentissage commence à devenir une véritable contrainte. D'une part, la scolarisation des filles leur laisse peu de temps de présence à la maison et de l'autre, les mères travailleuses et commerçantes préparent de moins en moins elles-mêmes et confient ce rôle aux domestiques. Ainsi on peut attribuer la diversification des plats dans les ménages urbains aux domestiques. Celles-ci sont d'origines diverses et acquièrent des compétences culinaires par des expériences diversifiées et pour certaines, par une formation technique professionnelle dans des centres de formation spécialisés (les «centres ménagers»). Les domestiques constituent aujourd'hui les véritables facteurs de diffusion du savoir faire culinaire.

Technologie culinaire

L'art culinaire africain reste celui du «cuit». L'accès aux sources d'énergie constitue une préoccupation principale des ménagères. Le charbon et le bois sont encore très souvent utilisés mais de réels efforts d'introduction du gaz butane sont constatés dans les capitales. Il est probable que les problèmes d'accès et de coût de l'énergie modifient les choix culinaires. Dans la plupart des pays sahéliens, le gaz butane est subventionné pour réduire l'exploitation des forêts, mais il est probable que l'évolution de la consommation demandent des subventions trop élevées, ce qui amènerait les autorités à y renoncer complètement. Dans cette hypothèse, il y a de fortes chances que la variable «temps de cuisson» détermine les choix de plats et par conséquent la nature de la demande. La demande en produits précuits peut être plus importante.

2.3

Caractéristiques de la consommation

Régime alimentaire et nutritionnel

Les types de régime alimentaire peuvent être classés en fonction du produit de base: céréales ou tubercules. Il faut cependant noter que si dans les pays où la base alimentaire est céréalière, il n'existe pas de plats à base de tubercules (Sénégal, Mali et Burkina); il en est différemment dans les pays où dominent les tubercules mais où les céréales comme le riz sont aussi consommés et sont même en nette progression (Cotonou et Abidjan).

A Ouagadougou, le maïs tend à supplanter le sorgho dans la préparation du «tô» car les citadins estiment que le maïs a une présentation plus «jolie». Que ce soit le riz, les autres céréales ou les tubercules et racines, les plats sont accompagnés de sauces à base de feuilles ou de pâtes d'arachide et de

légumes. Le poisson frais ou transformé et les viandes viennent compléter le régime alimentaire.

Les plats de riz cuit dans la sauce sont plus exigeants en huile, en poisson (riz au poisson dominant à Dakar) et en viande (riz gras à Ouagadougou). Ces plats sont essentiellement consommés comme plat principal à midi. Les repas du soir peuvent être les mêmes, mais ils comportent également des plats à base de bouillies accompagnées de lait (Dakar) ou de viande.

Une proportion importante de familles urbaines préparent des repas à base de pâtes alimentaires importées, de sauces et de pain. Ce régime n'est pas toujours adapté aux grandes familles dont les repas du soir sont à base de couscous. Dans les familles de commerçants, et en particulier chez certains groupes ethniques de Dakar (serère, toucouleur, soninké) ce type de régime est dominant pour les repas du soir. Dans d'autres familles la prise du repas du soir étant difficile à organiser, l'alimentation individuelle de rue est privilégiée.

Dans les quartiers moyens et pauvres des villes se développe un important commerce alimentaire de rue. A Ouagadougou et à Cotonou, cette alimentation de rue est devenue une pratique «normale» alors qu'à Dakar, c'est le lot des familles pauvres et les grandes familles à revenus moyens.

Du point de vue nutritionnel il faut noter que la viande et le poisson consommés dans les sauces servent juste à donner du goût. La quantité est donc très limitée. L'huile d'arachide et l'huile de palme constituent les autres éléments caractéristiques du régime nutritionnel.

Pratiques alimentaires, les séquences de consommation

Dans toutes les villes la séquence de consommation est constituée par le petit déjeuner, le déjeuner et le repas du soir. La plupart des repas se prend à domicile. Les modèles de consommations à l'européenne sont très répandus pour le petit déjeuner qui comprend une boisson chaude (café, lait ou tisane) accompagnée de pain. Selon le niveau de vie, le chocolat, le beurre et les fromages peuvent s'y ajouter. Ce modèle de consommation est relativement coûteux et n'est pas à la portée de tous les ménages. Compte tenu de la dévaluation du franc CFA et de l'inflation, la tendance est à la baisse. En effet, une frange importante des ménages qui ont adopté le modèle européen de petit déjeuner ont substitué le café et le lait à la tisane locale (kinkeliba). Pour certaines familles, cette substitution ne concerne que les

enfants et les femmes tandis que les hommes tendent à renoncer au petit déjeuner. La substitution des tisanes au lait peut avoir des conséquences nutritionnelles pour les enfants qui buvaient du lait seulement au moment du petit déjeuner.

A Cotonou par contre, le petit déjeuner est à base de pâtes de bouillies. Il est acheté aux marchandes ambulantes. Ainsi plus de la moitié des travailleurs ne jugent plus nécessaire de le prendre à domicile. Pour le repas de midi, on note également un taux important de repas pris à l'extérieur (près d'une personne sur huit). A Cotonou, c'est donc surtout le repas du soir qui regroupe la famille.

A Dakar, les travailleurs et les commerçants installés assez loin de leurs domiciles prennent à l'extérieur leurs repas de midi. La majorité des membres du ménage n'est pas concernée. Les chefs de familles aisées et véhiculés et ceux qui habitent près de leurs lieux de travail préfèrent rentrer déjeuner en famille. A Ouagadougou, les repas sont pris à l'extérieur par besoin de regroupement entre amis et pour des raisons de socialisation plus qu'en raison des contraintes de la vie urbaine. Les «maquis», «gargottes» et points de grillades (de poisson et de poulets) sont des lieux de rencontre, d'échanges sur les affaires de la cité et constitue des manifestations de modernité pour ceux qui les fréquentent. Le repas à domicile reste le modèle dominant.

Il apparaît ainsi que quel que soit le milieu considéré, le repas à domicile est préféré, car il constitue aussi un moment de socialisation. Cette fonction sociale de la prise de repas doit être prise en compte par les politiques.

3 L'évolution des facteurs déterminants de la consommation alimentaire en milieu urbain

La question de l'accessibilité des urbains aux aliments qu'ils souhaitent consommer est une question centrale quand on aborde la question des déterminants de la consommation alimentaire en Afrique. En effet nous sommes dans le plupart des cas dans une situation où l'offre de produits est insuffisante là où l'on en a le plus besoin. La question de l'accessibilité présente ainsi deux aspects: la disponibilité du produit en quantité et en qualité là où se trouve le consommateur, et la disponibilité de ressources du ménage.

3.1 Les disponibilités physiques de produits dans les villes

L'organisation des villes en quartiers reflétant les différentes catégories sociales est le premier déterminant de la disponibilité des aliments. Les villes africaines construites pendant la période coloniale concentrent dans les centres villes les marchés les plus importants. C'est le cas à Dakar (Sandaga, kermel), à Cotonou (Dantokpa) et à Ouagadougou (Grand marché). En réalité il ne s'agit pas de marchés de gros mais surtout de grands marchés de détail où la gamme de produits est large («on trouve tout»).

Pour les habitants des quartiers du centre-ville l'accès est facile. C'est également dans ces quartiers qu'on trouve les supermarchés qui vendent les produits de luxe d'origine européenne.

Dans les quartiers périphériques de la banlieue on trouve des marchés secondaires et des boutiques. Les quartiers aisés ont donc un accès facile et prioritaire aux produits et disposent également de plus de marge de négociation étant mieux informés sur les prix. Cet avantage est valable aussi bien pour les produits d'origine locale que pour les produits importés. Les habitants des quartiers périphériques ont peu de choix sur les qualités et dépendent des intermédiaires, qui jugent selon leurs stratégies personnelles, l'opportunité de la distribution d'un produit donné. Certains produits locaux comme le soubala à Ouagadougou, l'huile de palme à Cotonou et à Dakar, sont directement accessibles aux consommateurs à travers des réseaux ethno-géographiques de distribution qui relient directement les vendeurs des quartiers aux producteurs-transformateurs des villages.

3.2 Le pouvoir d'achat

Les revenus urbains sont essentiellement dominés par les salaires des fonctionnaires de l'administration. Dakar regroupe à lui seul 55 pour cent de la masse salariale payée aux fonctionnaires au Sénégal. Le rapport doit être sensiblement le même dans les autres capitales compte tenu de la concentration du pouvoir administratif et des infrastructures dans les capitales. Les revenus du secteur commercial et de l'industrie sont aussi variables selon les villes. A côté de ces couches sociales relativement sécurisées les capitales regroupent une population composée majoritairement de ménages dont les revenus sont très faibles et surtout très irréguliers et aléatoires. A Dakar une enquête menée par la Direction des statistiques établie une classification des revenus annuels qui donnent des indications sur les classes de revenus:

	<i>FCFA/an</i>	<i>-> FCFA/mois</i>
1:	< 342 000	28 800
2:	342 000 - 655 000	55 583
3:	655 001 - 1 080 000	90 000
4:	1 080 001 - 1 872 000	156 000
5:	> 1 872 000	

Le pouvoir d'achat ne sera pas déterminé uniquement par le niveau des revenus mais aussi par l'importance des autres charges, en particulier les charges locatives. Il va également varier en fonction des types de ménages (polynucléaires ou mononucléaires) et des apports des différents composants de l'unité de consommation. Les données disponibles ainsi que les méthodologies d'approche des enquêtes statistiques réalisées pour d'autres objectifs ne permettent pas faire de telles analyses.

Si la différence de revenus induit des clivages sociaux, elle ne conduit pas à la démarcation des choix des plats de base. C'est l'importance accordée aux différents composants des plats qui va changer. La réduction des proportions se fera dans l'ordre suivant:

- viande/ poisson frais,
- huile,
- ingrédients,
- feuilles,
- céréales.

Ainsi «quand le pouvoir d'achat des ménages diminue, la viande et le poisson sont sacrifiés avant les légumes de base (oignons, feuilles de manioc, oseille de gunée)».

Pour la plupart des plats en sauce, la présence de la viande est un signe d'aisance et a une valeur symbolique. En outre la consommation à domicile de plats à «dominante viande» tend à disparaître quand augmente la pauvreté.

Dans la plupart de villes africaines les politiques d'ajustement structurel et la dévaluation ont fait progresser la pauvreté. La récession économique des années 80, caractérisée par une contraction importante des recettes d'exportation et une augmentation substantielle du service de dette, a entraîné un accroissement de la population défavorisée.

Le revenu monétaire non-agricole moyen a chuté de 45 pour cent entre 1978 et 1985. D'après la Centrale des Bilans de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le secteur moderne a accusé une baisse de l'emploi de l'ordre de 30 pour cent entre 1979 et 1984.

Aux problèmes de licenciements dans les entreprises et de départs volontaires dans l'administration s'ajoute celui du non-versement prolongé des salaires dans certains pays. Parallèlement, on constate une progression majeure du secteur informel. La dévaluation du franc CFA en janvier 1994 s'est traduite en milieu urbain par une contraction notable des pouvoirs d'achat et de la qualité de la vie, conduisant à une paupérisation nette et générale.

On assiste ainsi à l'adoption de stratégies de survie individuelles et collectives. Pour les plus pauvres le problème principal est celui de la sécurité alimentaire. Tout le ménage se mobilise pour tenter de faire face à l'augmentation du coût de la vie et en premier lieu, des prix des denrées. Les hommes sont à la recherche permanente d'emplois ou de travail souvent occasionnels ou mal rémunérés et cumulent plusieurs activités. Pour pallier à la diminution de la contribution du mari à la préparation des repas, les femmes se consacrent au petit commerce, à la confection et à la vente de vêtements, à la fabrication de bière, de façon permanente ou en période de soudure, ou pour faire face à des besoins d'argent spécifiques.

L'alimentation de rue constitue en fait souvent la première stratégie d'insertion dans la vie économique urbaine dans la mesure où elle ne requiert qu'un minimum d'investissement et de formation. Les enfants ne vont plus à l'école et se consacrent au gardiennage des voitures, au transport des paniers sur les marchés, voire au vol ou à la mendicité.

Certaines catégories de ménages urbains se retrouvent le plus souvent en situation d'insécurité alimentaire. Il s'agit en particulier:

- des ruraux récemment arrivés qui sont en général des agriculteurs non qualifiés et ont des problèmes d'intégration dans les circuits économiques urbains;
- des femmes seules avec enfants à charge (veuves ou mères célibataires);
- des fonctionnaires déflatés qui ont dû faire face au non-versement prolongé de leurs salaires ou qui ne peuvent pas faire face aux montées des prix en période de soudure ou de mauvaise campagne agricole compte tenu de leurs salaires;
- des ménages urbains qui se consacrent à des activités peu rémunérées et/ou à forte concurrence du secteur informel (portage d'eau, petit commerce informel, vente de denrées alimentaires).

Les systèmes de solidarité sont encore vivaces dans certaines villes et permettent parfois à certaines catégories de faire face aux difficultés. C'est ainsi que les réseaux familiaux entre ville et campagne basés sur l'envoi de vivres de la campagne à la ville, et de la ville à la campagne, en période de soudure ou en cas de famine, sont essentiels à la sécurité alimentaire de bien des ménages en particulier des migrants récents et de ceux qui ont encore des attaches rurales. Mais les systèmes d'entraide familiale subissent les effets de la récession économique et s'effritent progressivement. Certains ménages urbains solvables préfèrent même prendre leurs repas à l'extérieur dans la mesure où ceci leur permet d'échapper à leurs obligations d'hôtes. On constate donc une dégradation de la valeur sociale des repas chez les plus pauvres.

La question de la sécurité alimentaire des plus pauvres mérite une étude approfondie pour l'identification de stratégies adaptées, mais la question de base reste celle de savoir s'il faut accepter cette tendance comme une donnée structurelle à laquelle les SADA doivent s'adapter ou la considérer comme une anomie sociale à résoudre en s'attaquant aux racines, notamment à la question de l'emploi.

3.3

Les conditions objectives de vie en milieu urbain

L'évolution historique de la distribution des fonctions dans les villes africaines montre un éloignement progressif des lieux de travail de ceux de résidence. Les services (commerces, petits métiers) se sont également rapprochés des lieux de travail et on assiste en une concentration des activités dans les centres-villes. Les moyens de transport sont déficients et les conditions de déplacement difficiles et coûteuses en temps et en argent. On parlera ainsi de villes-dortoirs pour désigner ces quartiers de la banlieue où résident

la majorité des travailleurs des couches moyennes et du secteur indépendant.

La consommation domestique (partage en famille du repas de midi) devient une contrainte objective à laquelle les ménages tentent de s'adapter. Les chefs de ménages et les femmes commerçantes sont ainsi obligés de déjeuner sur les lieux de travail et de prévoir les repas de midi à domicile pour les enfants et les dépendants. Cela alourdit les charges d'alimentation et obligent les ménages à réajuster leurs dépenses. C'est ainsi que les dépenses pour les repas de midi préparés pour les dépendants et les enfants sont réduites au juste nécessaire et les «repas de qualité», réservés aux week-end.

Dans les lieux de travail plusieurs options sont offertes aux travailleurs. Les restaurants offrent une variété de plats cuisinés, mais en général il faut payer comptant. Pour les clients fidèles, le paiement à la fin du mois est permis. Il arrive également que les travailleurs s'organisent et confient à une préparatrice un budget de préparation⁴. Ce système est cependant contraignant dans la mesure où il crée des obligations de gestion. C'est ainsi que des femmes ont pu exploité ce créneau en livrant sur place des plats cuisinés qu'elles préparent chez elles.

Cette innovation, qui semble avoir plus de succès à Dakar depuis l'instauration de la «journée continue» dans l'administration, présente l'avantage de la qualité et de la flexibilité pour les deux parties. Les prix sont réduits par le fait que la restauratrice n'a aucune charge locative. Pour le consommateur, les options proposées lui permettent de réajuster en permanence ses dépenses. Il décide de prendre ou non un repas en fonction de sa situation financière et de ses besoins prioritaires. La qualité est parfois un argument avancé. En définitive, il se crée un climat familial entre les travailleurs d'une entreprise qui partagent les repas et les femmes restauratrices.

L'organisation en commun des repas répond aussi à des préoccupations d'économie d'échelle. A Dakar, en calculant les plus bas prix par repas achetés dans les restaurants (sandwich ou plats cuisinés), soit 350 franc CFA par repas, les besoins financiers d'une famille de dix personnes se chiffrent autour de 3 500 franc CFA/jour. Avec cette somme la famille peut préparer correctement des repas pour au moins deux jours. A titre illustratif un repas de riz au poisson ou à la sauce de dix personnes nécessite les dépenses suivantes⁵:

<i>Produit</i>	<i>FCFA</i>
Riz (2 kg):	500
Huile (1/2 litre)	325
Poisson:	500
Légumes:	250
Ingrédients:	200
Energie:	125

Total: 1900 FCFA soient 190 FCFA par personne

Pour le riz à la sauce les dépenses d'huile, de poisson ou de viande sont moins élevées. Par contre les dépenses d'ingrédient peuvent être plus élevées. Il faut noter que les dépenses de légumes et de condiment varient fortement selon les saisons.

Dans un contexte où l'alimentation individuelle est une tradition et où le repas se vend à des prix abordables, l'attribution à chaque membre de la famille de sa «dépense» quotidienne devient possible. C'est le cas à Cotonou où l'aliment de base est constitué de pâtes de tubercules avec de la sauce. Les résultats d'une enquête budget-consommation réalisées à Cotonou montrent que sur sept jours, les ménages n'ont préparé le repas à domicile que 1,8 fois «Ceux-ci sont complétés par des plats préparés ou des produits supplémentaires achetés pour les trois quarts d'entre eux, à raison de 3,65 produits par jour. Autrement dit, sur les 5,49 produits utilisés par jour et par ménage seul le tiers est cuisiné à domicile» (THUILLIER et BRICAS, 1996).

Les auteurs de cet ouvrage soulignent également que «pour une dépense hebdomadaire moyenne de 4 145 franc CFA, on sait que 1 091 franc CFA, soit plus du quart (26 pour cent) sont consacrés aux dépenses de restauration de d'alimentation de rue (...). La consommation de préparations marchandes que ce soit à domicile après achat, dans la rue, sur les lieux de travail, à l'école ou dans les petits restaurants apparaît comme une caractéristique importante des styles alimentaires à Cotonou. Par ce biais, la population accède à des aliments que les contraintes de la vie urbaine ne lui permettent pas de préparer ou de consommer à domicile. Pour la population défavorisée ce mode d'alimentation constitue un moyen de se nourrir à faible coût.» (THUILLIER et BRICAS, 1996).

Dans ce contexte les repas du soir sont surtout pris à domicile pour disposer d'un moment de regroupement de la famille. En effet l'enquête révèle que seuls «14 pour cent des enquêtés déclarent avoir pris leurs repas du soir hors de leurs domiciles».

On ne dispose pas de données sur les prix des plats cuisinés à Cotonou mais le fait que seuls 33,6 pour cent des aliments soient utilisés pour des préparations domestiques prouve que les plats préparés ne présentent pas des écarts de coût significatifs. La nature de ces plats expliquent certainement cette particularité. En effet, les plats consommés à Cotonou sont des bouillies de céréales, des pâtes fermentées de maïs («akassa»), des semoules de manioc («gari») et divers produits transformés à base de tubercules et de racines.

3.4

Les composantes culturelles

Les produits et plats typiques comme élément d'identité

Les plats constituent un élément d'identification culturelle de premier ordre à tel point que les nouveaux citadins tentent de conserver certaines habitudes de consommation typiques de leur région d'origine. Ces divers styles de consommation se retrouvent tous en ville favorisant ainsi la diversité, mais chacun aime rappeler son plat de terroir d'origine. C'est le cas des populations originaires du sud du Sénégal à Dakar pour un lot de plats typiques à base d'huile de palme. A Cotonou trois régimes alimentaires coexistent⁶ bien que ce soit le modèle rural du Sud qui domine. Cette volonté d'identification se retrouve aussi dans le choix des produits locaux transformés. A ce sujet, E. Cheyns souligne à propos du soubala, un produit typique burkinabé que «la consommation du soubala permet d'affirmer une identité, en exprimant son appartenance à un terroir (...). Les soubala n'ont pas les mêmes méthodes de fabrication donc pas les mêmes caractéristiques intrinsèques. Selon les régions du Burkina Faso, la population distingue les soubala «Bobo», «Mossi», «Bissa», etc. Consommer du soubala de son village ou produit par une personne de même origine ethnique ou géographique, fait partie de jeu de l'identité culturelle» (CHEYNS, 1996). On peut rapprocher le cas du soubala à celui du couscous à Dakar. Les membres de l'ethnie serère achètent aux préparatrices du même groupe ethnique pour la qualité un peu fermentée du couscous qu'elles proposent.

Le repas comme moment de socialisation

Les repas sont en général au nombre de trois dans la journée et constituent traditionnellement des moments où toute la famille et les dépendants (sourga) se retrouvent autour du chef de famille qui en profite ainsi pour réaffirmer sa position.

C'est donc un moment privilégié de réaffirmation des rôles et places de chacun. Dans les ménages polygames les petits déjeuners sont organisés autour des sous-ménages (chaque mère avec ses enfants). Il en est de même avec les ménages polynucléaires où chaque couple gère son petit déjeuner. La gestion de la «popote» ou de la dépense par les femmes constitue un symbole quotidien de réaffirmation de leur rôle central. Cette fonction d'intégration sociale, de communication et d'éducation du repas permet de comprendre la difficulté des familles urbaines à s'adapter à la «journée continue». Cette situation frustrent alors la majorité des familles et seules les familles aisées arrivent à satisfaire ce besoin culturel.

La perception des aliments

La manière dont les aliments sont perçus influence fortement les modalités d'approvisionnement. Ainsi on comprend la difficulté pour les populations d'intégrer la viande congelée dans leurs habitudes de consommation car les femmes estiment que la viande congelée perd de son goût. La viande fraîchement abattue est préférée et perçue comme plus saine. E. Cheyns parle de «trajectoire du goût»: «la viande est appréciée pour son goût et pour sa capacité à agrémenter la sauce (...) la viande découpée en petits morceaux et mijotée dans la sauce a surtout le rôle de donner du goût à la sauce: elle est perçue comme un exhausteur de goût, et ce qui est attendu d'une viande, c'est son pouvoir de diffusion dans la sauce. (...) c'est donc une viande abattue depuis peu et bien saignante qui prime sur la tendreté.»

A part les plats que préparent les familles riches et pauvres et dont les différences dépendent seulement du niveau d'investissement, dans la perception commune certains plats sont «typés» «plats de pauvres» ou «plats de riches». C'est le cas au Sénégal où les plats de riz dans lesquels le poisson frais est remplacé par le poisson séché ou fumé est considéré comme un repas de misérables. Bien que ces types de plats soient réputés plus riches sur le plan nutritionnel et malgré les campagnes faites par les nutritionnistes auprès des populations, les réticences restent fortes. A l'opposé les plats à base de viande et de poulet sont considérés comme des «plats de riches».

On note les mêmes clivages à Ouagadougou en ce qui concerne la base des plats, notamment les plats à base de spaghettis ou de tubercules. Les ménages transforment les plats et leurs compositions. Quand le pouvoir d'achat diminue, les plats de spaghettis ou de tubercules sont réduits, voire supprimés pour ne laisser que le tô et le riz.

3.5

Le comportement d'achat et d'approvisionnement: les modalités d'approvisionnement

Les modalités d'approvisionnement peuvent se classer en cinq types:

1. l'auto-production;
2. l'achat en gros ou demi-gros auprès des marchés ruraux pour le stockage;
3. l'achat en gros et demi-gros dans les marchés urbains pour le stockage;
4. l'achat au détail dans les marchés et lieux fermés;
5. l'achat au détail dans la rue et auprès des marchands ambulants.

L'autoconsommation

L'autoconsommation reste encore une des modalités d'approvisionnement dans certaines villes (Ouagadougou et Cotonou) où subsistent encore des populations qui ont une activité de production agricole. A Ouagadougou les enquêtes de E. Cheyns (1996) montrent que c'est surtout le maraîchage qui fait l'objet d'autoproduction (31 pour cent). Pour les céréales seuls 5,4 pour cent des ménages affirment en avoir produit eux-mêmes⁷. Les dons de céréales sont plus importants (9,3 pour cent) et proviennent des villages d'origine. Le même phénomène est observé à Dakar mais concerne surtout les régions proches (50 à 60 km).

A Cotonou, l'autoproduction représente 10 pour cent des céréales et seulement 6 pour cent des tubercules et racines qui sont les denrées les plus utilisées. Le taux de viande autoproduite est de 2 pour cent et correspond à l'aviculture domestique. Au Sénégal les enquêtes disponibles n'abordent pas cette question mais il semble selon certaines informations qu'avec le recul de la ceinture verte, la production maraîchère des citadins diminue. Par contre une intense activité d'aviculture se développe dans les quartiers populaires sur les terrasses des maisons mais il n'existe aucune estimation disponible du poids de cette activité dans l'autoconsommation en viande. Il en est de même pour la production de poisson et l'on sait qu'une partie importante de la population de Dakar est constituée de pêcheurs et s'auto-provisionne.

L'acquisition marchande

On peut distinguer par ordre de présence dans la filière de distribution des produits alimentaires les lieux d'achat suivants:

- les marchés ruraux (le producteur, marché hebdomadaire, sur la route),
- les importateurs,
- les marchés urbains de gros et grands marchés,
- les marchés secondaires,
- les petits marchés de quartiers,
- les boutiques de quartiers,
- les supermarchés.

Ces différents marchés ont des fonctions distinctes, mais qui peuvent se combiner selon le produit ou la situation locale.

Les lieux d'achat n'ont pas seulement des fonctions commerciales pour les consommateurs; ils ont également des fonctions sociales. Le marché est un lieu où s'établissent des réseaux de relations, où l'on échange des informations et où l'on fait des transactions. Le marché dépasse le simple cadre d'approvisionnement en produits de consommation. C'est aussi un lieu de communication qui a trait à tous les aspects de l'existence de l'homme, de la vie matérielle à la vie spirituelle: rencontres, cosmétiques, pagnes, restauration, voyants, etc.

L'analyse des lieux d'achat peut donc se faire par type de marché et de fonctions, mais dans ce cas, la difficulté est de comparer différentes situations locales. On peut mieux analyser les choix des lieux d'achat à travers les produits recherchés et les objectifs poursuivis.

Compte tenu de la difficulté de comparer les données quantitatives disponibles, nous nous sommes limités à traduire les informations et données disponibles en appréciations qualitatives.

Le premier mode d'achat reste important à Cotonou où 17 pour cent des ménages s'approvisionnent directement dans les nombreux marchés ruraux. En général l'approvisionnement dans les marchés ruraux n'est pas systématique. C'est à l'occasion de déplacements pour des raisons sociales et professionnelles que les «gens en profitent pour s'approvisionner». Ce sont donc les achats en gros et en détail en ville qui constituent les modalités dominantes.

On note partout le peu d'achats faits dans les supermarchés modernes, mais cette observation cache des spécificités sociales: en effet certaines catégo-

ries de cadres s'approvisionnent essentiellement dans les supermarchés. Les supérettes de quartier sont également très sollicitées pour les produits de supermarché (fromage, laits, saucissons, gâteaux, boissons, etc.) qu'elles vendent en détail.

Il en est de même des boucheries modernes (Bamako, Ouagadougou et Dakar) qui offrent une viande de qualité qui est préférée par les ménages moyens et aisés pour la préparation des plats qui demandent de la viande tendre (steak, etc.). La classification de la viande est de type occidental (gigot, steak, épaule, entrecôte, etc.) et les prix sont fixes et plus élevés (CHEYNS, 1996).

L'acquisition du poisson et de la viande est essentiellement marchande.

En ce qui concerne les produits cuisinés les choix sont plus restreints et font plus appel à des critères de prix, de qualité, de confiance et de proximité (voir le tableau 1).

4 Les relations sociales entre consommateurs et commerçants

Les liens entre consommateurs et commerçants peuvent s'apprécier à deux niveaux selon qu'on considère ces deux acteurs à titre individuel ou collectif. Dans la plupart des sociétés africaines les rapports traditionnels d'échange se faisaient entre familles spécialisées dans des secteurs de production et de services précis. Les personnes qui pratiquaient un métier donné ne formaient pas une corporation et des rapports privilégiés étaient établies entre familles ayant des activités complémentaires. Un producteur de céréales avaient par exemple «son» producteur-fournisseur de lait, «son» pêcheur etc. et vice versa. Une sorte d'obligation sociale qui se traduisait par un sentiment d'appropriation réciproque (en wolof, et en pulaar les expressions «mon» pêcheur ou «mon peul» sont bien connus). Les relations sociales constituaient la base de confiance entre les familles et régulent les transactions.

4.1 Commerçants et consommateurs comme acteurs individuels

En ville les acteurs sont différents. La fonction commerciale est dans la plupart des cas occupée par des personnes «étrangères» avec lesquels les consommateurs n'ont aucun lien social traditionnel. Les rapports entre commerçants et consommateurs vont donc être construits dans la dynamique des rapports d'échange ou chaque acteur essaie d'atteindre un certain nombre d'objectifs.

Dans la vie urbaine cette préoccupation d'établir des relations durables et stables se rencontre chez les ménagères qui cherchent des garanties de qualité et estiment qu'en raison de la confiance accordée aux commerçants, celui-ci sera «gêné» de les «tromper». Les valeurs culturelles partagées par les deux parties, prévoient qu'on doit rendre la monnaie à qui vous fait confiance.

A Dakar chaque ménagère a sa «cliante» (terme français «client» qui désigne dans le langage populaire aussi bien le commerçant que l'acheteur avec lequel on a établi des rapports de fidélité). Le terme de client n'est pas neutre, il renferme un contenu précis de «rapports privilégiés» voir de «fidélité». Mais ici les rapports ne sont pas exclusifs, ils sont juste préférentiels évitant ainsi à la ménagère d'être dépendante du commerçant.

Tableau 1

Modalités d'approvisionnement: produits et lieux

Villes	Produits	Marchés ruraux	Marchés de gros	Marchés secondaires	Installations modernes	Installations traditionnelles	Rue et fixe	Rue et ambulante
Dakar	Mil	+	++	+				
	Riz			++	+	+++		
	Huile			++		+++		
	Viande		+	++	+	+++		
	Poisson		+	++				+++
	Légumes		+	++			+++	
	Plats cuisinés				++	++		+
	Ingrédient			++			++	
Cotonou	Tubercule							
	Céréales	+++		++			++	++
	Légumes			+				
	Viande			+		+		
	Poisson			++				
	Plats cuisinés					++	+++	++
Ouaga-dougou	Riz	+	++	+	+	+++		
	Maïs	+++	+++	+		+		
	Sorgho	++	+	+				
	Viande	+		+++	+	+		+
	Poisson			+++				
	Plats cuisinés				++		+++	
	Ingrédient	++		+			+++	

Légende

+ faible ++ fréquent +++ dominant

Les rubriques

Marchés ruraux - Tous les achats faits à proximité des zones de production: directement chez le producteur, au marché hebdomadaire, dans les abattoirs pour la viande, dans les plages de débarquement pour le poisson.

Marché secondaires - Tous les marchés de quartiers, quels que soient leurs tailles, où on peut trouver une multitude de produits (céréales, viande, produits préparés, poissons, etc.).

Installations modernes - Supermarchés, supérettes de quartier, boucheries modernes et kiosques à viande, poissonneries et restaurants dans un lieu bien fermé.

Installations traditionnelles - Boutiques de quartiers, bouchers traditionnels de quartier avec hangar.

Rue et fixe - Lieu de vente sur rue avec des installations de fortunes (tables, etc.) à découvert.

Rue et ambulante - Vendeurs non fixes circulant avec les marchandises.

Les objectifs poursuivis par les consommateurs dépendent des produits visés et des services connexes qu'ils peuvent obtenir.

Cas de la viande

A Ouagadougou, les enquêtes de E. Cheyns montrent que pour la ménagère qui achète de la viande deux critères sont déterminants: la qualité sanitaire et la fraîcheur. Ces critères dépendent en effet du type de plat et de la sauce. Ainsi la vente en tas de 100 et 200 franc convient mieux à la ménagère qui négociera pour que le mélange de morceaux lui convienne.

La recherche de la qualité sanitaire conduit également les ménagères à préférer certains lieux (comme les abattoirs et les marchés de secteurs) et certaines heures (tôt le matin «avant que les mouches et la chaleur n'aient altéré la viande et que de nombreuses mains de ménagères n'aient touché les tas de viande» (CHEYNS, 1996).

A Ouagadougou et à Dakar, c'est l'usage (le plat à préparer) qui définit le choix de la viande et par conséquent celui du vendeur. Les bouchers vendent la viande en tas qui comprennent différents types de viandes, ce qui arrange les ménagères en convenant à la préparation de la sauce. La vente en tas présente l'avantage par rapport à la vente au kg, de permettre une négociation entre les clients.

Dans la mesure où l'on n'est jamais sûr de l'origine de la viande et des conditions d'abattage et de distribution, l'établissement de liens de fidélisation est important pour la ménagère qui veut réduire les risques. Dans une ville cosmopolite comme Ouagadougou certains musulmans s'approvisionnent chez des bouchers de même religion, pour être sûr que l'animal ait été abattu dans des conditions «normales».

Cas des céréales

L'approvisionnement en céréales se fait de préférence en gros, et donc le rapport entre consommateur et commerçant n'est pas quotidien. Il faut cependant noter que les familles pauvres s'approvisionnent quotidiennement, en particulier en riz. A Dakar le mode d'approvisionnement dominant est la boutique du coin. La qualité et le prix étant souvent standards c'est le boutiquier qui se charge de chercher la meilleure qualité pour ces clients fidèles en cas d'offre suffisante du produit sur le marché. C'est en période de rupture d'approvisionnement sur le marché que la fidélisation prend tout son sens. Le com-

merçant se sent obligé de réserver son stock aux clients fidèles et souvent sans spéculer sur les prix.

Contrairement à Cotonou où les boutiques de quartiers⁸ ne sont pas des lieux privilégiés d'achat, l'histoire spécifique de Dakar a fait des boutiques de quartiers les points de distribution les plus importants de plusieurs denrées alimentaires (riz, sucre, huile, tomates, pâtes alimentaires, farine, lait industriel etc.). L'essentiel des produits vendus étant importés ou manufacturés, le réseau était dominé par des libano-syriens (grossistes) et mauritaniens (détaillants) qui contrôlaient ce secteur (MBOW, 1976).

Les détaillants mauritaniens installés dans chaque rue ou ruelle de la ville ont développé des rapports de proximité très personnalisés avec les familles. La boutique du maure sert aussi de caisse d'épargne et de crédit. En effet la plupart des familles confient «leurs dépenses quotidiennes» au maure et quelques fois certains chefs de ménage laissent chez le boutiquier le stock de vivres achetés mensuellement afin de mieux gérer et contrôler les prélèvements.

D'autre part, les maures connaissant bien les habitants auxquels ils octroient des marchandises en crédit. Depuis le départ des maures en 1989 de Dakar suite à des conflits entre les deux pays, aucune évaluation de la reprise de ces activités par des sénégalais et des commerçants originaires de la Guinée n'est disponible.

Cas des produits transformés typiques (soubala, couscous)

Pour les produits typiques préparés et vendus, les qualités spécifiques, mais aussi les conditions hygiéniques de préparation déterminent le choix du lieu d'achat. Dans ces conditions les relations de proximité sont essentielles. Il faut connaître le vendeur-préparateur. C'est le cas du soubala à Ouagadougou où les femmes «peuvent baser leur confiance sur un type de vendeuse ou de préparatrice, en établissant une relation de proximité. Il peut s'agir du choix de s'approvisionner directement au village (57 pour cent des ménages), ou de se fidéliser chez une vendeuse à Ouagadougou (30 pour cent des ménages). La confiance peut dans ce cas être générée par le fait d'acheter le soubala chez une préparatrice âgée, qui a le savoir traditionnel» (CHEYNS, 1996).

Cas des aliments cuisinés

Certains aliments cuisinés sont réputés être la spécialité de certains groupes ethniques qui ont les secrets de leur préparation. C'est le cas à Dakar des maures noirs et des haussa, spécialistes de la grillade de viande.

Le groupe ethnique d'appartenance est donc le premier critère de choix. Certaines catégories sociales qui viennent dans les boucheries dans une optique de restauration accordent de l'importance à la qualité des lieux, mais ce critère est rarement pris en compte par la majorité des gens qui mangent à la sauvette quelques morceaux.

À Cotonou où l'achat des aliments préparés est dominant, l'exigence de qualité est plus forte puisqu'il s'agit de plats à base de pâtes fermentées qui présentent des risques d'intoxication très élevés: la confiance et donc l'existence de relations de proximité sociale et géographique, est d'autant plus importante.

4.2

Commerçants et consommateurs comme acteurs collectifs⁹

Bien que les commerçants constituent des entités sociales bien identifiables par type de produit et développent des stratégies de groupe d'abord vis à vis de leurs fournisseurs, et ensuite, vis à vis des consommateurs, ces derniers adoptent plutôt des comportements individuels. Les relations de proximité que les consommateurs ont établi avec «leurs» commerçants, mais aussi le fait que le contrôle des prix et de la qualité était assurée par les services de l'état, ont longtemps empêché les consommateurs «d'objectiver» leurs rapports avec les commerçants.

L'émergence des associations de consommateurs est un phénomène très récent dans les pays africains. Elles étaient au nombre de six dans six pays en 1990. Aujourd'hui on en compte plus de cent dans quarante cinq pays d'Afrique. Tous les pays de l'Afrique francophone ont mis en place une association nationale de consommateurs et la majorité en comptent plus de deux. À l'origine les associations de consommateurs étaient perçues, à tort ou à raison par la majorité des citoyens comme une affaire de pays développés.

Une minorité d'intellectuels des classes moyennes est à la base de la création des associations. Leur préoccupation première était la qualité des produits dans un contexte de libéralisation des politiques d'ajustement structurel qui exposait les consomma-

teurs à la recherche de produits moins chers à toutes sortes de produits (déchets, produits périmés ou interdits à la consommation en Europe, etc.).

Les interventions des associations de consommateurs sont basées sur les revendications et le lobbying à l'image des mouvements des consommateurs européens, mais la difficulté de faire avancer les revendications, dans certains pays comme au Sénégal, ont fait évoluer ces associations dans plusieurs directions:

La spécialisation

Certains responsables estiment que l'inefficacité de leur association est liée à la dispersion des efforts. Ainsi vont émerger des associations de défense par secteurs (électricité, eau, alimentation, services de transports, etc.). Le secteur de la consommation alimentaire a été relié à celui de l'environnement.

L'adaptation de l'approche aux réalités locales

Le besoin de base sociale et de légitimité face aux autorités et aux commerçants a conduit certaines associations à opter pour une démarche d'implantation dans les quartiers populaires avec des structures organisées à l'image des organisations politiques (cellules, comités, etc.). Cette implantation a contribué à modifier les modes d'intervention. En effet les pauvres démunis des quartiers sont plus préoccupés par la sécurité d'approvisionnement et la maîtrise des prix, que par les questions de qualité. La démarche de revendication et de lobbying apparaît moins pertinente à leurs yeux. Ainsi les femmes des quartiers pauvres membres des associations vont-elles pousser les leaders à s'orienter vers de nouveaux modes d'action.

- la réalisation de projets de gestion de stock et de central d'achats pour les produits comme les riz, l'huile, le sucre, etc.;
- l'établissement de relations directes avec les producteurs pour certains produits locaux comme l'huile de palme, les poissons transformés, etc.

Au Mali, c'est également cette voie qui a été privilégiée par les consommateurs qui après qu'une évaluation de la filière ait montré que les marges des intermédiaires étaient exagérées, ont demandé à l'état un soutien pour installer des kiosques au profit de jeunes chômeurs.

Ces évolutions sont favorables à l'émergence d'une conscience nouvelle sur la nécessité d'impliquer les consommateurs à travers leurs organisations dans

toutes les discussions concernant l'approvisionnement et la distribution des aliments. Il faut cependant noter que ces associations sont encore jeunes et ne disposent que de très peu de moyens pour jouer leur rôle (mettre en oeuvre des projets et se prononcer objectivement sur les sujets sur lesquels elles peuvent être interpellées). La démarche militante prédomine sur l'approche scientifique et peut conduire à des erreurs d'appréciation.

Une bonne connaissance de sa base sociale à savoir le «consommateur urbain» est le premier défi que doit relever le mouvement associatif des consommateurs pour éviter un décalage entre les responsables et les consommateurs.

Le second défi est celui de l'information et de la sensibilisation des citoyens sur les enjeux de l'approvisionnement alimentaire, sur les problèmes sanitaires et les aspects nutritionnels. C'est aussi le rôle des associations de consommateur de faire comprendre aux commerçants les besoins des consommateurs et d'étudier avec eux les stratégies pour y répondre.

Les associations sont des partenaires privilégiés des structures publiques et peuvent représenter une force de proposition et aider la communication entre l'état et les consommateurs. Elles doivent participer à la mise en place des cadres de concertation et d'échanges entre l'état et les commerçants pour régler les conflits et anticiper les problèmes d'approvisionnement.

A moyen terme les associations de consommateur veulent prendre le relais de l'état dans la constitution des stocks de sécurité. Ce rôle que l'état a voulu faire jouer à la SONADIS ne peut être efficacement rempli que par les consommateurs.

Les associations pour alerter l'Etat et informer l'opinion, doivent assumer une fonction de surveillance. A ce titre leurs moyens et la formation des leaders doivent être renforcées, surtout pour payer les expertises nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à leur crédibilisation. Les limites du militantisme et du volontarisme sont vite atteintes quand les attentes augmentent. Il faudra donc professionnaliser sans «bureaucratiser» le mouvement.

5 L'urbanisation rapide et le comportement des consommateurs

5.1 Les répercussions immédiates des comportements du consommateur sur les SADA

Les comportements actuels des consommateurs déterminent des formes de demandes qui sont satisfaites de manière très différentes selon les capitales concernées. Si pour une ville comme Cotonou le consommateur semble trouver une offre adaptée à son mode d'alimentation, il en est différemment de Dakar où la combinaison d'une alimentation individuelle et d'une alimentation collective pose encore des problèmes.

La différence entre ces deux situations extrêmes s'explique par la différence de la qualité de l'offre d'aliments préparés de ces deux villes (prix, qualité, styles alimentaires). A Cotonou une chaîne cohérente de transformation artisanale de produits locaux et de préparation de plats cuisinés permet une offre stable et adaptée¹⁰ alors qu'à Dakar la préparation à domicile basée sur des denrées importées reste le mode d'alimentation dominant mettant ainsi en permanence la ménagère en situation d'insécurité face aux commerçants.

Les secteurs de distribution sont maîtrisés par le secteur dit informel qui assure la liaison entre les marchés et les urbains. Dans le contexte où la base de l'alimentation est constituée par les produits locaux, le contrôle social par les consommateurs est plus efficace. Pour les produits importés l'insécurité de l'approvisionnement affaiblit le pouvoir de négociation des consommateurs. En outre l'augmentation rapide de la demande fait que les commerçants peuvent cibler les produits les plus rentables et les populations les plus solvables.

L'évolution de la ville a confiné les populations les plus pauvres dans des zones excentrées où les problèmes d'acheminement des produits augmentent les coûts d'accès pour les populations. En outre le mode d'approvisionnement journalier lié à l'instabilité des revenus expose les couches sociales pauvres. Si l'offre ne suit pas assez vite la demande une partie importante des populations urbaines sera ainsi exposée à l'insécurité.

L'alimentation de rue semble offrir une alternative pour les plus pauvres, mais aussi pour les classes

moyennes. C'est ainsi que dans la plupart des villes on assiste à la diversification des offres et des qualités. La structure et les contraintes de fonctionnement des ménages moyens contribuent à concilier une alimentation individuelle et collective. Dans des villes comme Dakar et Ouagadougou, d'occasionnelle, l'alimentation de rue tend à devenir pour certaines catégories de citadins un mode «normal» de nutrition, jusqu'à rentrer dans les traditions à Cotonou.

L'alimentation de rue est encore perçue comme une alimentation de complément (ou d'entre-deux repas) alors qu'elle est devenue la principale forme d'alimentation pour certaines couches sociales et certains repas. Ce décalage entre la perception et la réalité explique la faible exigence des consommateurs par rapport aux aliments de rue. Plusieurs cas rapportés par les milieux médicaux soulèvent les problèmes sanitaires liés aux conditions d'hygiène des aliments de rue. A Dakar, les bouillies avec du lait sont les aliments de rue les moins chers mais aussi les plus sensibles aux conditions d'hygiène.

5.2

Les perspectives d'évolution des comportements des consommateurs et les SADA

Les tendances lourdes des comportements des consommateurs dans les différentes villes montrent qu'on évolue vers une situation de compromis entre le modèle de consommation individuel et la préparation domestique collective. La structure sociale et les revenus vont faire peser la balance d'un côté ou de l'autre. Il apparaît cependant que la transformation alimentaire jouera un rôle déterminant dans la capacité des SADA à répondre aux besoins des consommateurs. Les associations de consommateurs sont aussi appelées à jouer des fonctions d'approvisionnement et de sécurisation dont l'efficacité peut modifier très fortement les comportements des différents acteurs.

6 Recommandations

Améliorer l'information des consommateurs

Un SADA efficace est celui qui s'adapte à la demande dans sa diversité et spécificité. Le consommateur urbain africain exprime des besoins qu'il serait dangereux de tenter de standardiser en recherchant des comportements «moyens» qui n'existent pas dans la réalité. Cette réalité change assez vite compte tenu des mutations sociales et technologiques. Il est donc important de disposer en temps réel des informations nécessaires pour ajuster les politiques et aider les acteurs à imaginer des solutions et à affiner des stratégies en leur fournissant les indications adéquates. Le niveau actuel de connaissance des consommateurs urbains est très faible. Il est donc urgent de multiplier les études de cas et de mettre en place un observatoire à l'échelle de la sous région pour comprendre tous les paramètres d'évolution de la consommation.

Renforcer les unions des consommateurs

L'émergence fulgurante des associations de consommateurs et leurs évolutions récentes prouvent qu'elles correspondent à une demande sociale réelle. Les fonctions de régulation du marché et de contrôle de la qualité qu'elles sont entrainées de jouer sont des éléments à prendre en compte dans les stratégies d'amélioration des SADA qui correspondent au mieux aux besoins des consommateurs. On doit également se rendre compte que la frontière entre les fonctions de consommation et celles d'approvisionnement qui confinerait les consommateurs dans la revendication et le lobbying n'est pas opérationnel dans le contexte africain d'insécurité et de règles imparfaites. Il faut donc accompagner le mouvement des associations de consommateurs en appuyant les projets de centrales d'achats pour créer des contre-pouvoirs économiques.

Des programmes d'éducation sanitaire et nutritionnelle adaptés pour les consommateurs et les commerçants

Le déficit d'information et de connaissances des populations sur les problèmes sanitaires et nutritionnels constitue un handicap sérieux. Ainsi les modes de stockage, de manutention et de préparation intègrent très peu des préoccupations sanitaires et nutritionnelles, malgré l'existence d'activités d'informations dans ces domaines.

Il faut donc évaluer les faiblesses de ces programmes et engager un programme d'envergure dans ces

aspects. Les associations de consommateurs et de commerçants doivent être les partenaires et les maîtres d'oeuvre de ces programmes. Les restaurateurs et en particulier les restaurateurs de rue doivent recevoir un appui sur le plan organisationnel. Un diagnostic approfondi de leurs contraintes et besoins doit être fait et des programmes d'appui développés à leur intention.. C'est seulement à travers des programmes concrets d'appui qu'on peut les sensibiliser et les éduquer sur les problèmes sanitaires et nutritionnels.

Des services de contrôle de la qualité

La libéralisation constitue la principale menace pour le consommateur qui ne dispose d'aucun moyen de contrôle de la qualité des produits. Ce rôle reste celui de l'état, qui doit recentrer son intervention dans ce secteur. Les services de contrôle actuels de la qualité des aliments sont démunis et il semble que l'administration a du mal à assumer ces fonctions techniques. L'Etat doit donc sous-traiter cette fonction avec les structures privées et les universités en collaboration étroite avec les associations de consommateurs.

Notes de bas de page

1. D'après M. Dankoko, Assistant en gestion, Faculté de Sciences économiques et de gestion, UCAD, Dakar (communication du mois de février 1997).
2. Cette opération, désignée par le terme «tong-tong», permet aux consommateurs de sauter les intermédiaires en s'occupant eux-mêmes de tous les services: convoyage, abattage, etc.
3. Le terme wolof «muusal» désigne cette technique.
4. Le terme de «popote» est utilisé pour désigner cette forme d'organisation. La popote contribue à renforcer les relations au sein de l'entreprise.
5. Données indicatives recueillies par interview auprès de trois ménagères.
6. Thuillier et Bricas (1996) distinguent trois «régimes nutritionnels» ruraux: celui du Nord, où la base amyliacée est dominée par le sorgho et le mil et est complétée par l'igname; celui du Centre dans la parties nord du Zou, considéré comme intermédiaire, où l'igname, le maïs et le manioc occupent une place centrale mais où la place du sorgho et des oléagineux est significative; et celui du Sud et de la région de l'Atlantique, dominé par le manioc et le maïs, avec un apport significatif de protéines par le poisson.
7. Cette enquête a été réalisée en période de soudure. On peut donc supposer que le pourcentage d'autoproduction est en fait plus élevé pour les céréales.
8. A Cotonou, les boutiques de quartier proposent des produits industriels locaux ou importés qui sont rarement de grande consommation. La préparation à domicile étant faible, ces boutiques ont des fonctions commerciales limitées.
9. Ce sous-chapitre est basé sur des entretiens avec M. Kamouté, Représentant de l'Organisation internationale des consommateurs (OIC).
10. 659 ateliers de mouture artisanaux qui traitent 150 tonnes de produits par jour ont été recensés à Cotonou. Ces ateliers fonctionnent en prestation de service. Les activités de transformation sont dominées par certains groupes socio-culturels ou géographiques pour leur savoir faire et par la localisation des produits agricoles. Ils constituent donc des groupes qui peuvent réduire les coûts d'acquisition des aliments.

Bibliographie

- ARDIS, (non daté). Etude sur l'impact de la dévaluation du franc FCFA sur les ménages à Dakar.
- ARDIS, (non daté). Etude sur la pauvreté urbaine. Ministère de l'habitat et de l'urbanisme. Dakar.
- Bikorimana Nestor, 1997. Le contrôle des aliments dans les SADA des villes de l'Afrique francophone: le cas de Bujumbura. Revue «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Bricas Nicolas, 1996. Cadre conceptuel sur l'analyse de la dynamique alimentaire urbaine en Afrique. FAO/CIRAD-SAR. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Thuillier-Cerdan Claire et Bricas Nicolas, 1996. Etude de cas sur l'organisation alimentaire de Cotonou. FAO/CIRAD-SAR. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Cheyns Emmanuelle, 1996. Etude de cas sur les pratiques d'approvisionnement alimentaire des consommateurs de Ougadougou. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Hubard R, 1979. Parameter stability in cross-sectional models of ethnic shopping behaviour. in Environment and planning. Vol 11. n° 9, pp 977-992.
- Kanouté Amadou C., 1996. Lutter contre la pauvreté par l'organisation des consommateurs. Table ronde sur Pauvreté et consommation.
- Lericollais André et Veunière Marc, L'émigration toucouleur du fleuve Sénégal à Dakar. Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines. Vol 12 n°2, pp 161-175.
- Mbow Lat Soukabé, 1976. Structure du commerce de détail à Dakar. Mémoire de maîtrise de géographie. Université de Dakar.